



MAK

TIMANIT I TMURT N YIQVAYLIYEN MOUVEMENT POUR L'AUTONOMIE DE LA KABYLIE

Déclaration du Comité Exécutif

Le Comité exécutif du MAK, réuni en session ordinaire le samedi 20 janvier 2013 à Vgayet, délivre le communiqué suivant :

Politique générale:

La Kabylie subit une politique d'arabisation outrancière. L'administration, l'école, les médias, la presse, les institutions religieuses et les relais locaux du régime sont mobilisés pour accélérer cette entreprise de dépersonnalisation du peuple kabyle.

Les radios régionales de Tizi-Ouzou et Soummam, au lieu de promouvoir la culture et la langue kabyles, sont instrumentalisés à des fins d'arabisation en diffusant des émissions et des bulletins d'information en arabe, ignorant ainsi volontairement la langue spécifique de la Kabylie. Ceci relève concrètement d'un déni d'existence, doublé d'une politique linguistique hypocrite qui méprise le pseudo caractère national prétendument concédé à la Kabylie. Jusqu'à preuve du contraire, les habitants de ces départements ne sont pas des arabophones et le caractère "national", arraché au prix du sang de notre jeunesse martyrisée par ce régime profondément raciste est ouvertement piétiné.

En effet, la pseudo constitutionnalisation de Tamazight en tant que deuxième langue nationale n'est que de la poudre aux yeux : une "arnaque politique" qui sert à endormir la Kabylie sur ses droits fondamentaux pendant que le régime déploie tous ses moyens humains et institutionnels pour assurer notre "normalisation" en nous fondant dans le moule arabo-islamique: une disparition programmée qui s'est donné les moyens institutionnels de "nationaliser" Tamazight pour mieux la soustraire à ses enfants, celle-ci relevant désormais du domaine de l'Etat et de ses institutions alors-même que les "députés" issus de la Kabylie sont sommés de s'exprimer exclusivement en langue arabe; une sommation à laquelle ils se soumettent sans aucune protestation, à une ou deux exceptions près.

Notre langue, menacée de disparition, étudiée de façon facultative, est très largement discriminée dans l'enseignement algérien. Les langues étrangères sont bien mieux loties. En plus de son caractère facultatif, le pseudo enseignement de Tamazight use des méthodes qui ne répondent à aucune norme; ni scientifique, ni didactique. L'objectif est de semer la confusion et désintéresser les élèves de leur propre langue en leur inculquant un sentiment d'infériorité. A cet effet, le pouvoir utilise, entre autre, des parents militants du FLN et du RND pour initier des pétitions contre l'enseignement de Tamazight comme cela s'est passé dans un lycée d'Izezzugen (Azazga).

Par ailleurs, la tv 4, une entreprise idéologique du régime raciste d'Alger, n'a rien d'une chaîne de TV amazighe. Sa création répond aux besoins pervers de la propagande d'un pouvoir infâme qui redoute l'attachement de la Kabylie à son histoire, à sa langue et à son identité millénaire: une identité que l'Etat algérien, sur le modèle de la France jacobine, a résolu de circonscrire à une existence passée, rangée dans les musées, sur le même registre que "nos ancêtres les gaulois". Les Chefs d'Etat algérien, Bouteflika et Ben Bella ne se sont-ils pas déclaré Amazighs, arabisés par l'islam ? Une instrumentalisation de la religion pour favoriser l'assimilation identitaire par la dépersonnalisation des peuples. La langue kabyle a besoin de son propre Etat, seule et unique garantie de son développement. Aucun statut ne peut valoir un Etat. La preuve de l'inefficacité, et plus précisément de la duperie de toute institutionnalisation de Tamazight est faite! Elle est même citée à titre d'exemple "à ne pas suivre".

Sur le plan socio-économique, la Kabylie est victime d'une véritable politique d'Apartheid. La Kabylie est désignée comme une région à risque, à éviter absolument. Tout investissement y est déconseillé, pour ne pas dire interdit en raison de la présence très médiatisée de groupes terroristes. Daho Ould kablia s'en est fait le porte parole officiel. La Kabylie est une zone classée rouge en raison d'un terrorisme importé qui sert bien les intérêts du régime raciste d'Alger. En conjuguant la politique de désinvestissement et l'entretien de l'insécurité, le pouvoir vise à installer la misère dans ce bastion de résistance afin d'obliger son peuple à la « reddition ». En Kabylie, le chômage a atteint des proportions alarmantes.

Des milliers de jeunes kabyles disposant de diplômes supérieurs sont recrutés dans le cadre de l'ANEM (agence nationale de l'emploi). En sus des salaires dérisoires qui ne permettent pas de garantir un minimum de vie descente, ces jeunes sont exploités par les administrations qui les emploient pour des salaires de misères au mépris de leurs droits socio-économiques. Ainsi donc, des milliers de contractuels attendent leurs titularisations après des années de service. L'emploi précaire est érigé en acquis social dans une Algérie gangrenée par la corruption et l'incompétence. Il ne se passe pas un jour sans qu'il y ait un mouvement de protestation dans la rue. L'occupation des places publiques et le blocage des routes nationales sont devenus les seules alternatives laissées aux populations pour se faire entendre face à l'incapacité des collectivités locales à répondre à leurs besoins et à la présence nuisible, démontrée sur le terrain, du pouvoir algérien à travers ses commis, notamment le chef de Daira et le Wali.

D'autre part, en lieu et place des usines, l'Etat algérien construit des casernes militaires, des brigades de gendarmerie, des prisons gigantesques sur des terres arables. L'Algérie occupe militairement les espaces cultivables du pays kabyle dans le but d'assurer une surveillance totale de la Kabylie pendant que les terroristes disposent d'une liberté de mouvement sidérante. Il est curieux de constater que les terroristes, étrangement parvenus à investir une base de vie ultra sécurisée aient été "liquidés", alors que les terroristes qui prospèrent en Kabylie demeurent "intouchables".

Enfin, la quote-part dans la manne pétrolière, qui revient de droit au peuple kabyle, n'est réservée qu'à l'achat d'un arsenal répressif et au règlement des salaires des forces de répression stationnées en surnombre en Kabylie. Même les chasse-neiges sont détournés de leur fonction première en ne servant qu'à réprimer le peuple kabyle et non à le secourir.

La Kabylie a le devoir de prendre son destin en main si elle veut assurer son existence et son développement en tant que Peuple et Nation.

Marche de Yennayer 2963:

Le comité exécutif félicite les conseils universitaires MAK de Vgayet et de Tizi-Wezu pour avoir pu soustrait Yennayer à la politique de folklorisation et l'inscrire dans la dynamique du combat du peuple kabyle pour son autodétermination. Yennayer est un symbole fort de notre identité, il marque l'entrée des Amazighs dans l'Histoire et affirme donc cette existence que l'on nous dénie et ne saurait être confinée à une simple expression folklorique.

Malgré la répression, le boycott médiatique et la désinformation, les kabyles ont répondu présents. Ils ont défié la peur et surmonté les diverses entraves à leur liberté de mouvement pour porter haut et fort les aspirations du peuple kabyle à se libérer du joug arabo-islamique.

En tolérant la marche à Vgayet et en l'empêchant à Tizi-Wezu, le pouvoir tente le jeu de la division des régions de Kabylie, perpétuant ainsi la politique française. Mais le peuple kabyle n'est pas dupe car dans ces deux grandes villes du pays kabyle, il a réaffirmé son indéfectible attachement à l'unité de la Kabylie qui n'est ni à vendre ni à hypothéquer.

Le MAK, qui a proclamé Yennayer journée fériée, appelle le peuple kabyle à assumer fièrement cette initiative politique qui s'inscrit dans la lutte pour son émancipation du régime raciste d'Alger. Les amazighs de Libye nous ont donné un bel exemple en la matière. Ils ont, dans toutes leurs régions, imposé Yennayer comme jour férié et n'ont attendu l'aval de personne, encore moins celle des autorités libyennes qu'ils menacent par ailleurs de ne pas reconnaître si leur langue, leur culture et leur identité ne sont pas pleinement reconnues, et officialisées tout en exigeant de vrais moyens pour assurer son épanouissement. Ils ont d'emblée refusé toute officialisation de façade. Il y a lieu de rappeler que l'Algérie et le Mali ont été exhibés comme les exemples à ne pas suivre. Dans ces deux pays, la langue des amazighs disposent d'un statut de langue nationale. Nous connaissons la suite donnée à ce statut.

Prise d'otage d'In Amenas, guerre au Mali et soutien à l'Azawad:

Au Mali, l'intervention de la France pour soi-disant endiguer les groupes terroristes n'a été entreprise que pour préserver des intérêts économiques bien précis. L'islamisme et le terrorisme prospèrent depuis plus de dix ans à la faveur du régime malien. Un régime que la France a toujours soutenu au détriment des Touaregs justement confrontés à cet islamisme qui combat leur culture et leur identité incompatibles avec les valeurs discriminatoires et rétrogrades qu'ils tentent de leur imposer sous couvert de religion. Cette intervention n'est mue que par la volonté de la France de garder la main mise sur ce territoire, qu'elle considère comme sa chasse gardée, pour exploiter de façon sauvage ses richesses comme le fait déjà Aréva chez les Touaregs du Niger. La France, sous son masque bien ajusté de pays des Droits de l'homme, demeure plus que jamais une puissance coloniale.

Les groupes narco-terroristes, qui activent depuis des années dans le Sahel, n'ont jamais suscité la réaction, et encore moins l'intervention ni de la France ni des autres puissances occidentales, et ce malgré les appels de détresse du Peuple Touareg menacé de disparition face aux forces jugulées d'un Mali qui pratique depuis 1963 une véritable épuration ethnique et aux islamistes de tout bords pilotés par des pays hostiles aux Amazighs de la région. La crise politique et sécuritaire au Nord de l'ex Mali est cyniquement saisie par la France comme une opportunité lui permettant de revenir physiquement en Afrique et assurer sa domination sur les gigantesques richesses du sahel aux dépens des peuples de la région.

Comment expliquer que des « révolutions arabes », explicitement islamistes, aussi bien en Egypte qu'en Tunisie qu'en Syrie aient eu les faveurs et même le soutien de l'Occident? On ne combat pas l'islamisme dans une région pour le soutenir dans une autre.

Pour avoir décidé unilatéralement d'intervenir militairement, la France ne peut compter que sur l'apport de son appendice, l'Algérie qui, officiellement, s'oppose à cette intervention mais autorise en même temps la France à survoler son espace aérien pour aller bombarder les "terroristes" au Mali et en violation, de surcroît, la législation algérienne qui stipule un délai préalable de 21 jours pour toute demande de survol du territoire par les forces d'un pays étranger. L'Algérie officielle viole ses propres lois pour l'intérêt de son autorité de tutelle, probablement dans la perspective d'un soutien politique de la France aux prochaines échéances électorales du régime. Ce dernier s'active effectivement à renouveler l'unique mandat octroyé par la France coloniale au groupe d'Oujda et à son armée des frontières dès 1962 pour neutraliser l'affranchissement au colonialisme et le combat de libération au détriment du Peuple kabyle. La Kabylie, fidèle à ses valeurs de liberté, en a payé un lourd tribut au terme d'une guerre harassante de 7 années : 482 kabyles ont quasiment été assassinés sans que personne n'y trouve rien à redire.

La spectaculaire prise du site gazier d'In Amenas laisse perplexe tout observateur sérieux. Des terroristes islamistes ont réussi à investir un site ultra protégé avec une bonne dizaine de véhicules lourdement armés alors que la population civile est surveillée dans ses moindres faits et gestes. Un site stratégique, d'une telle importance, n'a pu être occupé sans complicité. Soupçonnée d'acointance avec l'islamisme, l'Algérie officielle qui devient subitement hostile à toute négociation avec les terroristes ne cherche en fait qu'à redorer son blason; un blason largement terni par sa politique d'amnistie des terroristes qui se sont du reste curieusement redéployés là où le système est combattu.

Dans cette prise du site d'In Amenas, les contradictions relevées dans les déclarations des officiels algériens concernant, notamment, l'identité des assaillants, dénotent, à elles seules, la confusion et l'anarchie qui règne au sommet de l'Etat avec un président toujours aux abonnés absents dès que le pays vit de graves événements.

Les installations pétrolières et gazières du sud algérien sont ce que l'on appelle « l'Algérie utile ». Ce sont des sites stratégiques inaccessibles et ultrasécurisés. Subitement, l'une d'entre-elles, et pas des moindres, devient une véritable passoire au point de permettre à un groupe de terroristes non seulement de s'en approcher, ce qui est déjà un exploit, mais carrément de l'occuper. Une action de cette envergure ne peut en aucun cas se faire sans une complicité aux plus hauts sommets de l'Etat. Nul doute qu'une implacable guerre des clans se joue; une guerre que le silence de Bouteflika ne fait que confirmer.

Quels que soient les enjeux de pouvoir qui se jouent entre les divers clans, la gestion malheureuse de cette prise d'otage a connu un dénouement dramatique qui s'est soldé par le sacrifice de dizaines d'otages. Le comité exécutif du MAK s'incline à la mémoire des otages étrangers et des travailleurs algériens d'In Amenas doublement assassinés par les islamistes et les services algériens.

Les terroristes d'In Amenas, contrairement à ceux, qui au titre d'une large réconciliation nationale, s'en sortent avec un statut de repentis, sont tous morts. Leurs chefs, l'insaisissable Mokhtar Belmokhtar, un ennemi bien connu du MNLA, demeure introuvable, et ce, probablement pour les besoins de quelques autres opérations qui justifieront cette guerre menée, en apparence au "terrorisme" alors qu'en réalité l'enjeu est de restaurer l'intégrité territoriale

du Mali et maintenir le régime fantoche de Bamako au détriment des Touaregs dont la courageuse lutte pour leur existence a été ruinée par les appendices de l'Aqmi : le Mujao et Ansar Dine, ces deux groupes terroristes reçus plus d'une fois à Alger à titre...d'interlocuteurs.

D'autre part, la France officielle, dont la position converge avec celle de l'Algérie sur la question Touareg a, à travers son président, son ministre de l'intérieur et son ministre des affaires étrangères, assuré le "protectorat" diplomatique de l'Algérie malgré une flagrante défaillance largement condamnée par les autres chancelleries.

Le comité exécutif du MAK réitère le soutien du peuple kabyle au peuple de l'Azawad. Aucune solution n'est envisageable au Nord de l'ex Mali, sans l'implication franche et effective du MNLA dans la résolution de cette crise. La lutte antiterroriste ne doit pas servir de justification pour empêcher le peuple d'Azawad d'accéder à son autodétermination qui demeure l'ultime solution à une résolution définitive du problème Touareg au Mali.

Soutien à l'Anavad:

Le Comité Exécutif du MAK salue les actions politiques et diplomatiques du GPK qui s'inscrivent dans le sens de l'Histoire et de la réalisation de la perspective de la liberté totale du Peuple kabyle et par là même de toutes les libertés des Peuples autochtones Amazighs d'Algérie et d'Afrique du Nord, tous victimes du déni des Etats.

33ème anniversaire du printemps Amazigh:

Le comité exécutif du MAK appelle le peuple kabyle à célébrer dans l'union et la dignité le 33^{ème} anniversaire du printemps Amazigh à travers des marches populaires dans les trois grandes villes de la Kabylie : Tuvirett, Vgayet, Tizi-wezzu. Il appelle le mouvement associatif à s'impliquer et à ne pas tomber dans le piège du pouvoir en faisant du 20 avril une journée folklorique avec des programmes de festivités locales alors-même que l'existence de la Kabylie est gravement menacée. Partout en Afrique du Nord, les Amazighs font désormais de cette date historique l'exigence du recouvrement plein et entier de leurs droits légitimes sur la terre de leurs ancêtres. Quelles que soient les déceptions et les trahisons, la Kabylie, point de départ de cette salutaire prise de conscience, ne peut pas et ne doit pas se faire jeter hors de la roue de l'Histoire. Le 20 avril, marchons dans les trois grandes villes de Kabylie et levons haut et fort notre étendard, symbole de notre identité.

**Vgayet, le 20 janvier 2013,
Le comité exécutif du MAK**